

Guerre à la guerre !

Résolution du Comité central

PST-POP
14 mars 2026

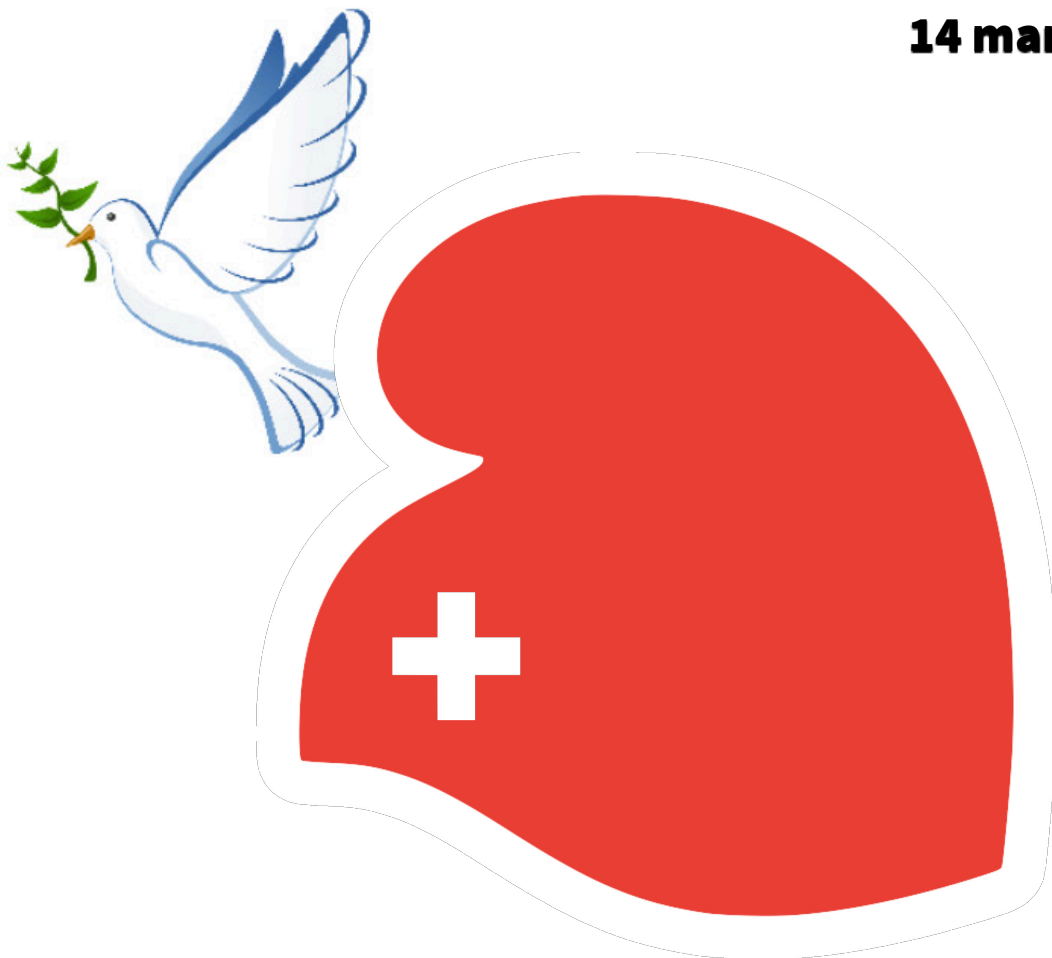




Table des matières

La lutte pour la paix et le PST-POP3

La situation internationale actuelle4

Une Suisse neutre au service de la paix6

Une armée petite et démocratique8

Un service civil plus court et rémunéré de manière appropriée9

Interdiction des exportations d'armes10

La lutte pour la paix est une lutte écologique11

Actif pour la paix12



La lutte pour la paix et le PST-POP

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » (Jean Jaurès).

§ 1. Le capitalisme, fondé sur la concurrence et la recherche du profit, engendre nécessairement des guerres et des affrontements violents entre les États. La lutte des grandes puissances impérialistes pour les marchés, les matières premières et les sphères d'influence conduit à des conflits militaires susceptibles de s'étendre à une guerre mondiale généralisée. Une paix durable n'est possible que par le dépassement du capitalisme et la transition vers le socialisme.

§ 2. Le Parti Suisse du Travail (PST-POP) et les organisations qui l'ont précédées, le Parti communiste suisse (PCS) et l'aile gauche du Parti socialiste suisse (PSS), sont issus d'un grand tournant dans la lutte pour la paix. La révolution d'octobre en Russie, qui a vu le jour notamment dans le contexte de la lutte contre la guerre, ne voyait que dans le renversement du système capitaliste, colonialiste et impérialiste la perspective d'une paix durable. Alors que presque tous les partis de la Deuxième Internationale votaient les crédits de guerre pendant la Première Guerre mondiale, Lénine et les bolcheviks ont condamné et combattu fermement la nouvelle guerre en 1915.

§ 3. La lutte pour la paix est indissociable de la lutte pour le dépassement du capitalisme. Elle constitue ainsi un fondement du mouvement communiste et de notre parti.

§ 4. À cela s'ajoutait une conclusion tirée d'un long processus d'apprentissage en Union soviétique et dans d'autres pays socialistes, mais déjà exprimée par Lénine : la révolution socialiste ne peut être « exportée » militairement, elle doit être menée par les différents pays et leurs peuples eux-mêmes, et non imposée de l'extérieur par la force. C'est sur cette base qu'est né le principe directeur de la coexistence pacifique de différents systèmes sociaux, qui a élevé au rang de principes fondamentaux des relations internationales la non-intervention, en premier lieu militaire et économique, dans les affaires intérieures des autres pays et le respect du droit des peuples à l'autodétermination.

§ 5. L'apparition des armes de destruction de masse à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale a renforcé la nécessité de la coexistence pacifique, ce qui a également été reconnu par une partie de la bourgeoisie. Néanmoins, la violation ou l'entrave à la souveraineté et à l'indépendance des autres peuples reste une pratique courante des grandes puissances pour assurer leur suprématie politique et économique. De cette manière, elles consolident leur hégémonie et maintiennent leur contrôle néocolonial, principalement sur les pays du Sud global.



§ 6. L'une des erreurs les plus graves du camp soviétique a été d'absolutiser le principe de coexistence pacifique et de se faire des illusions sur la capacité de paix de l'impérialisme. Il est clair que, pour les forces impérialistes, la paix ne signifie en fin de compte que la préparation de la guerre suivante, et qu'elles chercheront toujours à saper tous les principes des relations internationales pacifiques et du droit des peuples. La préservation du principe de coexistence pacifique est toutefois dans l'intérêt de la grande majorité des États plus petits et plus faibles, ainsi que des nations exploitées et dépendantes, des pays socialistes et d'une partie de la bourgeoisie.

§ 7. Le PST-POP tire les conclusions suivantes de son histoire, des grandes réalisations et des erreurs du mouvement communiste : la lutte pour la paix est avant tout la lutte contre le capitalisme dans son propre pays, qui est la cause des conflits violents et des guerres. La lutte pour la paix signifie en même temps la lutte contre toutes les formes de militarisme, d'impérialisme et de (néo-)colonialisme.

§ 8. L'adhésion au principe de la coexistence pacifique et notre engagement pour la paix n'implique pas pour nous la négation de la légitimité de la lutte armée. Nous soutenons les peuples qui se battent arme à la main pour défendre leur indépendance, face aux puissances impérialistes, pour leur libération, pour bâtir une société socialiste.

La situation internationale actuelle

§ 9. Après la fin de la guerre froide, les États-Unis se sont imposés comme puissance dominante dans un monde quasi unipolaire. Cela a entraîné une prépondérance des États-Unis sur le plan politique et idéologique et une victoire apparente du système capitaliste sur le socialisme et l'« idéologie du Tiers-Monde ». L'internationalisme libéral (parfois appelé « impérialisme des droits de l'homme »), c'est-à-dire la diffusion de la démocratie libérale occidentale et de l'économie de marché (souvent par la force des armes), a été salué par les néoconservateurs comme une stratégie visant à préserver la suprématie des États-Unis.¹ Dans le même temps, il a également gagné de nombreux partisans parmi la gauche, qui y voyaient un moyen de parvenir à un monde pacifique.

§ 10. L'internationalisme libéral a donné lieu à une large alliance qui a réuni non seulement les partis de centre-gauche, les libéraux et les néoconservateurs, mais aussi une partie de la gauche radicale et du mouvement pacifiste. La Yougoslavie a marqué le coup d'envoi d'une nouvelle politique d'intervention de l'Occident. Dans ce contexte, la guerre de l'OTAN en Yougoslavie (1999) a été partiellement approuvée par des groupes de gauche et pacifistes comme une « intervention humanitaire ». De nombreuses autres

¹ Une hégémonie libérale s'est alors établie, dans laquelle les États-Unis, sous prétexte de défendre les droits de l'homme et de promouvoir la démocratie, intervenaient militairement partout où leur suprématie était remise en question. C'est pourquoi d'autres termes tels que « impérialisme libéral » ou « impérialisme des droits de l'homme » ont fait leur apparition.



guerres d'intervention ont suivi, mais elles ont toujours été présentées comme des missions humanitaires, voire des projets de paix.

§ 11. Sous le couvert de la démocratie et de la paix, le projet néoconservateur a été mis en œuvre : toute émergence d'États autonomes s'opposant à l'hégémonie des États-Unis et aspirant à un développement indépendant devait être stoppée. Les pays du Sud, en particulier, devaient être maintenus dans une dépendance néocoloniale, mais les anciens États socialistes ont également été pris pour cible. Ainsi, outre le démantèlement de la Yougoslavie, la Russie a également été soumise à une introduction forcée du système capitaliste.

§ 12. Mais il y a également eu des réactions contraires. Après la grave crise des années 1990, la Russie a pu se stabiliser après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine et connaître pendant un temps une amélioration de sa situation économique. L'ascension de la République populaire de Chine et le renforcement du groupe des pays BRICS ne représentent pas une simple compétition entre puissances mais le moteur d'une transition vers un monde multipolaire. Ce processus offre, pour la première fois depuis la fin de l'Union soviétique, une alternative concrète à l'hégémonie unipolaire des États-Unis, permettant aux pays du Sud global de se soustraire au chantage néocolonial et de poursuivre des voies de développement indépendantes. Face à cette nouvelle concurrence et à la remise en question de l'hégémonie américaine, les États-Unis ont mobilisé leurs alliés européens pour une nouvelle guerre froide contre ces pays. Ils les ont présentés comme un axe autocratique menaçant les démocraties libérales occidentales.

§ 13. Cela sert de prétexte à toutes sortes de tentatives d'ingérence, du chantage aux interventions militaires et aux guerres économiques, ce qui est une caractéristique de l'impérialisme. La bourgeoisie a la nécessité de trouver de nouveaux débouchés pour ses marchandises, étant donné que les marchés nationaux sont saturés. Cette nécessité se traduit par des politiques guerrières afin de relancer les économies nationales, poussant à des alliances régionales entre bourgeoisies, qui se constituent en blocs.

§ 14. La stratégie de sécurité nationale (NSS) des États-Unis, publiée en décembre 2025, marque un tournant politique majeur, affirmant la domination totale des États-Unis sur l'hémisphère occidental et abandonnant toute prétention de soutien à la démocratie ou aux droits humains par le gouvernement américain. En témoignent l'attaque contre le Venezuela et l'Iran, et les menaces proférées à l'encontre du Groenland, de Cuba, de la Colombie et du Mexique. Malgré ce changement, les gouvernements européens continuent en partie à justifier ces interventions par les anciens arguments des droits de l'homme et de la démocratie (En parfaite conformité avec la tradition de l'impérialisme des droits de l'homme). La soumission de l'UE et des gouvernements européens est aujourd'hui encore plus évidente.



§ 15. La faiblesse actuelle du mouvement pacifiste accentue la situation géopolitique déjà difficile. Depuis la fin de la guerre froide, il n'a plus réussi à s'imposer comme un mouvement de masse, à quelques exceptions près, notamment dans le cadre de la guerre en Irak. Aujourd'hui, il est divisé. Une partie de la gauche et du mouvement pacifiste ne reconnaît pas la lutte anticolonialiste de pays comme Cuba et le Venezuela, ni le droit à la souveraineté de la Chine, de la Russie ou de l'Iran. Elle succombe à l'analyse libérale « démocratie contre autoritarisme » et ignore le caractère systémique de ces conflits. Cela les conduit par exemple à ne pas reconnaître la réalité de la guerre par procuration menée par l'Occident contre la Russie, dans laquelle l'Ukraine est instrumentalisée pour servir les intérêts de l'impérialisme occidental.

§ 16. Le Parti Suisse du Travail condamne le rôle que la Suisse a joué dans les nouvelles guerres. Il condamne les guerres économiques, les tentatives de déstabilisation, les menaces d'invasion et les guerres impérialistes, et réaffirme sa solidarité active avec les peuples et les mouvements sociaux. Il condamne toute tentative d'imposer une hégémonie néocoloniale et de s'appropriier les ressources qui appartiennent aux peuples.

§ 17. Bien que présentés comme une opposition à la propagande d'Etat, les médias bourgeois qui ne traitent l'information que comme un produit à rentabiliser sont un rouage essentiel de l'impérialisme - notamment via une présentation sélective et biaisée des informations en faveur du capitalisme et de ses guerres, voire la diffusion de fausses informations et la pratique du révisionnisme historique qui participent au renforcement du fascisme. Ceci s'applique également aux réseaux sociaux dont les propriétaires déterminent ce qui peut y être dit et diffusé. La paix entre les peuples nécessite le dialogue, la transparence, et une information indépendante des Etats et des intérêts capitalistes, et donc des médias qui ne suivent pas la seule logique du profit.

§ 18. Le PST-POP collaborera en Suisse et à l'échelle internationale avec toutes les organisations qui luttent honnêtement pour la paix entre les peuples et contre l'impérialisme et le (néo-)colonialisme.

Une Suisse neutre au service de la paix

§ 19. Le Parti Suisse du Travail s'engage depuis toujours pour une Suisse sociale, pacifique et solidaire. Il a critiqué l'armée suisse et s'est engagé en faveur du désarmement à une époque où celle-ci était encore considérée comme une « vache sacrée » (par exemple dans le cadre de l'initiative Chevallier en 1955, pour la réduction des dépenses militaires). Il s'est engagé en faveur de l'introduction du service civil et contre les exportations d'armes, bien que ces thèmes ne trouvaient alors que peu d'écho auprès de la population dans son ensemble.



§ 20. Compte tenu de sa situation géographique de la Suisse, au milieu du bloc occidental et entourée de puissances impérialistes et de membres de l'OTAN, le PST-POP a très tôt décidé de soutenir le principe de neutralité. Il le fait cependant pour d'autres raisons que les partisans bourgeois, pour qui la neutralité signifie simplement « faire des affaires avec tout le monde ». La politique de neutralité peu crédible de la Suisse a conduit celle-ci à se positionner d'abord clairement dans le bloc occidental et qui, depuis la fin de la guerre froide, a perdu toute crédibilité dans le Sud global en soutenant l'agenda politique des États-Unis. Elle a par exemple repris les sanctions illégales unilatérales de l'UE contre des pays indépendants, tout en ignorant les violations du droit international commises par les pays occidentaux, en particulier les États-Unis.

§ 21. Le PST-POP entend par neutralité une Suisse non alignée, qui ne soutient pas la politique impérialiste de l'Occident et ne participe pas à la nouvelle guerre froide contre la Chine et la Russie. Une Suisse qui s'engage activement sur le plan diplomatique pour résoudre les conflits pacifiquement et qui ne coopère pas avec les alliances militaires.

§ 22. C'est pourquoi le PST-POP demande la fin de toute coopération avec les alliances militaires, en particulier avec l'OTAN. Ces dernières années ont été marquées par un rapprochement constant avec cette alliance impérialiste. Un bureau de liaison permanent a été ouvert à Genève et, parallèlement, la coopération militaire s'intensifie dans le cadre de Sky Shield, PESCO et ReArm Europe. Un rapport (2025) commandé et publié par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) recommande sans ambages d'assouplir notre pratique de la neutralité afin de nous rapprocher de l'OTAN, en participant plus activement aux manœuvres militaires de l'alliance et en autorisant des exportations d'armes à plus grande échelle. Nous devons dénoncer la gravité de cette situation et du désastre qu'elle entraînera pour les générations futures de notre pays, en particulier le risque qu'elles soient sacrifiées dans une future grande guerre sous le drapeau de l'OTAN.

§ 23. En tant que pays neutre, la Suisse devrait également renforcer les institutions multilatérales, en particulier l'ONU. Celles-ci sont destinées à la résolution diplomatique des conflits et, contrairement aux institutions unilatérales telles que l'OTAN ou l'UE, elles jouissent d'une certaine légitimité mondiale. En outre, un nouveau processus de la CSCE (c'est-à-dire dans la tradition de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) devrait être lancé afin d'initier un nouveau processus de paix en Europe avec la participation de la Russie.

§ 24. Aujourd'hui, la Suisse participe aux projets de guerre par des livraisons d'armes, l'adoption de sanctions unilatérales et le réarmement. Les guerres économiques (sanctions) menées par l'UE et les États-Unis ne visent qu'en apparence à promouvoir les droits humains et la démocratie ; leur véritable objectif est de préserver la position



hégémonique des États-Unis. Ainsi, les sanctions ne visent que les pays qui mènent une politique étrangère indépendante.

§ 25. Les sanctions économiques sont un instrument de discipline impériale. Elles sont présentées comme un moyen légitime de faire respecter les normes du droit international, mais leur effet réel est tout autre : elles portent atteinte à la souveraineté des pays concernés et interviennent profondément dans leurs affaires intérieures. Parallèlement, elles frappent en premier lieu les couches les plus pauvres de la population, détruisant leurs moyens de subsistance, tandis que les élites dirigeantes savent souvent échapper à cette forme de discipline. Les sanctions révèlent ainsi la contradiction du système international lui-même : elles reconnaissent formellement aux États anciennement colonisés leur pleine souveraineté, tout en les soumettant à un régime de dépendance et de contrôle. Pourtant, la Suisse est en première ligne de ces mesures, avec l'application mécanique de sanctions illégales de l'UE, par exemple contre le Venezuela et le Nicaragua, et l'adoption du 15e paquet de sanctions contre la Russie et la Biélorussie.² Cela a également des conséquences négatives pour la population européenne, qui doit s'attendre à des hausses de prix drastiques, notamment dans les domaines de l'énergie et de l'alimentation, en raison de ces sanctions. Cuba n'est pas non plus épargnée par l'application du blocus par les banques suisses.

§ 26. Aujourd'hui, le PST-POP se fixe pour objectif, en matière de politique étrangère, une Suisse non alignée qui, par sa neutralité, lutte contre la nouvelle confrontation entre les blocs et donne la priorité à la diplomatie. La neutralité doit également signifier une attitude solidaire envers les pays du Sud et un rapprochement avec le mouvement des pays non alignés et en dialogue constructif avec les nouvelles réalités multipolaires (telles que les BRICS). La Suisse doit reconnaître que la paix mondiale au XXIe siècle dépend de la démocratisation des institutions internationales et du soutien à un ordre mondial fondé sur la coexistence pacifique entre différents systèmes sociaux, en refusant la logique des blocs opposés imposée par Washington. Le PST-POP considère une Suisse neutre comme une force pour la résolution pacifique des conflits et la solidarité avec les peuples opprimés.

Une armée petite et démocratique

§ 27. La gauche suisse a souvent parlé de la suppression de l'armée. Le PST-POP est conscient que l'armée a été utilisée à plusieurs reprises dans le passé comme instrument de répression interne par la bourgeoisie et se montre critique à l'égard de l'armée dans sa forme actuelle. Cela ne signifie toutefois pas que la suppression de

² [Sanctions de la Suisse](#), consulté le 24.01.2026.



l'armée soit souhaitable dans la situation actuelle. En effet, cela conduirait actuellement à une subordination totale à l'alliance impérialiste et agressive de l'OTAN.

§ 28. Le PST-POP demande donc une réforme fondamentale de l'armée. Aujourd'hui, celle-ci est un lieu de propagande étatique et un autre domaine de la vie où règne une dictature arbitraire qui oblige les gens à accomplir des tâches souvent inutiles. C'est pourquoi le PST-POP demande en premier lieu une démocratisation complète de l'armée. Dans ce domaine également, il est nécessaire d'élargir la participation et les droits démocratiques. Les soldats de milice devraient non seulement avoir leur mot à dire dans les activités, mais aussi pouvoir choisir leurs supérieurs selon des critères de compétence et de qualités humaines.

§ 29. Le PST-POP s'oppose à l'intégration progressive des femmes dans l'armée. Sous prétexte d'égalité des sexes et d'émancipation des femmes, on encourage le militarisme. Dans notre société, les femmes continuent d'assumer la majeure partie du travail non rémunéré et sont souvent employées dans des secteurs précaires tels que les soins. Une charge supplémentaire dans le cadre de l'armée ne créerait pas l'égalité, mais accentuerait encore la discrimination à l'égard des femmes. La militarisation de la société ne peut en aucun cas favoriser l'émancipation des femmes ou d'autres groupes de population.

§ 30. Outre la démocratisation des structures de l'armée, une réduction progressive du budget militaire est également nécessaire. L'armée doit garantir une défense minimale des frontières suisses. L'achat d'avions de combat destinés à attaquer et à larguer des bombes est inutile pour une armée purement défensive.

§ 31. Enfin, le PST-POP demande à la Suisse de s'engager en faveur de la création d'une Europe sans armes nucléaires et du désarmement nucléaire mondial.

Un service civil plus court et rémunéré de manière appropriée

§ 32. Le service civil est le fruit d'un long combat mené par la gauche en Suisse. Pendant la guerre froide, marquée par la défense spirituelle du pays et la primauté de l'armée en tant qu'institution identitaire, le PST-POP et d'autres organisations de gauche se sont battus en vain pour l'introduction d'un service de remplacement pour les objecteurs de conscience. Ce n'est qu'après la fin de la guerre froide que le climat politique a été propice à l'introduction du service civil, qui a été décidé en 1992. À ce jour, le service civil n'est toutefois pas un choix libre et égalitaire, mais est réglementé par une demande d'admission et une preuve par l'acte (service 1,5 fois plus long que le service militaire). En outre, le service civil fait l'objet de nouvelles attaques, les forces bourgeoises souhaitant le restreindre davantage afin de faire progresser la militarisation.



§ 33. Le Parti Suisse du Travail s'oppose fermement aux reculs prévus en matière de choix du service civil et exige au contraire que le libre choix du service doit être garanti et que l'institution du service civil elle-même doit être encore améliorée. À ce jour, les personnes effectuant leur service civil doivent accomplir un service plus long que les militaires, alors que leur contribution est particulièrement utile dans les domaines social et écologique. À cela s'ajoute l'exploitation financière des personnes effectuant leur service civil, qui reçoivent une maigre solde et peuvent ainsi être exploitées dans le cadre du dumping salarial, en particulier dans les secteurs à bas salaires.

§ 34. Le PST-POP continuera à défendre le droit à l'objection de conscience. Le service civil alternatif devrait toutefois avoir la même durée que le service militaire et être rémunéré de manière appropriée, c'est-à-dire qu'il devrait être versé un salaire correspondant au secteur concerné. Le service civil ne doit en aucun cas être exploité à des fins de dumping salarial.

Interdiction des exportations d'armes

§ 36. Les entreprises privées d'armement sont soumises, dans l'économie de marché capitaliste, à la contrainte structurelle de croissance et de maximisation du profit. Cette contrainte de profit crée une nécessité structurelle d'augmenter en continu la demande en systèmes d'armes. De nouveaux conflits et guerres armées sont ainsi inévitablement dans l'intérêt des entreprises d'armement privées. La concurrence entre ces entreprises les oblige à développer sans cesse de nouvelles applications, cherchant à se surpasser en termes de puissance, de technologie et de prix.

§ 37. La production d'armes capitaliste déclenche ainsi une réaction en chaîne économique : elle accroît, par exemple, la demande en matières premières comme le fer ou le cobalt, oriente le cours des innovations technologiques et des investissements du capital financier, et crée un environnement économique global dont la rentabilité dépend largement de la production militaire. L'extractivisme, l'exploitation du travail, la militarisation permanente des relations internationales et la guerre opportuniste apparaissent, dans cette perspective, comme des effets systémiques d'une économie de l'armement orientée vers le profit. L'État n'y joue pas un rôle neutre, mais est intégré comme acteur central dans la protection et la promotion de ces intérêts économiques.

§ 38. Ainsi, en cette période de militarisme virulent, outre le service civil, les exportations d'armes, limitées selon le principe de neutralité, sont également remises en cause. Tant les partis bourgeois qu'une partie de la gauche réformiste se sont prononcés en faveur d'un assouplissement des exportations d'armes. Les uns justifient cette position par des perspectives économiques, les autres y voient une nécessité pour la « défense de la démocratie » en Ukraine (conformément aux principes de l'internationalisme libéral).



§ 39. Le PST-POP s'oppose fermement à toute libéralisation des exportations d'armes. Non seulement cela contribuerait à discréditer la neutralité suisse, mais cela signifierait aussi la guerre et la mort avec des armes suisses. Étant donné qu'une telle libéralisation toucherait en premier lieu les puissances impérialistes occidentales, le matériel de guerre suisse servirait notamment à maintenir l'hégémonie américaine et l'oppression néocoloniale du Sud global.

§ 40. Le PST-POP s'oppose par principe aux exportations de matériel de guerre, soutient la nationalisation de l'industrie de l'armement et réclame une production limitée, servant exclusivement à couvrir les besoins de la Suisse. Les armes ne doivent pas être une source de profit. En tant que pays neutre, la Suisse doit plutôt veiller à réduire la quantité de matériel de guerre en circulation et intervenir diplomatiquement pour empêcher l'utilisation dudit matériel.

§ 41. Le PST-POP condamne le fait que certains partis de gauche, tels que le Parti socialiste et les Verts, se soient au moins partiellement engagés dans le virage militariste en Europe.

La lutte pour la paix est une lutte écologique

§ 42. Alors que la guerre contre certains ennemis, se prépare, les problèmes écologiques urgents perdent de leur importance dans la politique officielle. Pourtant, chaque guerre et chaque réarmement aggravent déjà la crise climatique. Le gouvernement suisse ignore non seulement le caractère impérialiste des interventions militaires. Il y participe même, au moins passivement, et garde le silence sur leurs conséquences écologiques catastrophiques.

§ 43. Aujourd'hui plus que jamais, alors que la catastrophe climatique devient de plus en plus visible et que la coopération internationale et les moyens financiers nécessaires à la préservation d'une planète viable sont urgemment nécessaires, l'impérialisme mise sur le conflit. Le gouvernement suisse augmente également rapidement ses dépenses militaires, invoquant la « capacité de défense ». Cependant, l'achat d'avions de combat conçus pour larguer des bombes et mener des attaques militaires montre que l'objectif est en réalité la « capacité de guerre ». Afin de financer les dépenses supplémentaires liées à l'armement, le gouvernement réduit également les moyens déjà insuffisants consacrés à la lutte contre l'urgence climatique.

§ 44. L'existence même de l'armée cause des dommages climatiques. Quelques faits : un F/A 18 consomme 4850 litres de kérosène par heure de vol. Une heure de vol coûte 50 750 francs et correspond à 12,2 tonnes d'émissions équivalentes de CO₂.³ C'est un

³ <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20193293>, consulté le 24.1.2026.



peu moins que les émissions annuelles par habitant de la population suisse, qui s'élevaient à environ 13 tonnes en 2021 selon l'OFEV, l'Office fédéral de l'environnement.⁴

§ 45. Le PST-POP s'oppose au militarisme et s'engage en faveur du désarmement mondial et de la paix, également pour des raisons écologiques. Il s'agit d'une lutte à la fois écologique et anti-impérialiste.

Actif pour la paix

§ 46. Face à la montée du militarisme en Europe, il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire qu'un mouvement s'engage résolument contre la guerre et l'impérialisme. Le Parti Suisse du Travail se considère comme partie intégrante du mouvement pour la paix et exige que la Suisse se mette au service de la paix. Pour cela, sont nécessaires de toute urgence :

- 1) La lutte contre l'impérialisme et le capitalisme ainsi que contre les guerres et interventions économiques et militaires qui y sont associées.
- 2) Le respect du principe de coexistence pacifique entre différents systèmes sociaux et la mise en place d'une coopération internationale sur un pied d'égalité.
- 3) La mise en place d'une Suisse véritablement neutre, opposée à la guerre et à l'impérialisme et solidaire des pays du Sud.
- 4) La fin de toute coopération avec l'OTAN et d'autres alliances militaires.
- 5) Le renoncement aux sanctions unilatérales qui appauvrissent les peuples et sapent la neutralité.
- 6) Une réduction durable des dépenses militaires, qui devraient être orientées vers une défense minimale de la souveraineté suisse.
- 7) Une large démocratisation de l'armée dans la mesure du possible.
- 8) La réduction correspondante de la durée du service civil à celle du service militaire et une rémunération appropriée des personnes effectuant leur service civil afin d'éviter le dumping salarial.
- 9) L'interdiction des exportations d'armes.
- 10) La signature par la Suisse du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)
- 11) La nationalisation des entreprises d'armement qui appartenaient autrefois aux entreprises fédérales de droit public (p.ex. RUAG)
- 12) Promotion active d'accords culturels, scientifiques et commerciaux avec les pays de l'espace BRICS+ et avec les organisations de coopération du Sud global.

⁴ <https://www.bafu.admin.ch/de/zustand-klima>, consulté le 24.1.2026.



§ 47. Le PST-POP a les tâches centrales suivantes :

- Le PST-POP participe aux luttes de défense contre les tentatives de militarisation de la société, d'intégration toujours plus poussée de la Suisse dans le bloc militaire de l'OTAN et d'armement croissant de l'armée. Cela comprend notamment le combat contre l'austérité au profit de l'armée et contre les attaques visant le service civil.
- Le PST-POP sensibilise les salariés de Suisse au lien entre capitalisme et guerre et informe sur le danger que représente l'impérialisme pour la paix mondiale. Il propage parmi tous les membres de l'armée l'idée que celle-ci ne doit en aucun cas être utilisée contre des grévistes ou des manifestants à l'intérieur du pays.
- Le PST-POP contribue à construire un mouvement pacifiste fort en Suisse. Il y diffuse des positions anticapitalistes, antimilitaristes et anti-impérialistes et renforce les liens avec les organisations internationales de solidarité ainsi qu'avec les syndicats.
- Le PST-POP se fixe pour objectif de mobiliser les travailleurs et travailleuses de Suisse en faveur d'actions pour la paix : par l'organisation et la conduite de grèves, de blocages, de résistance civile contre le transport d'armes, contre l'implication des entreprises suisses dans les conflits militaires et, dans le pire des cas, contre la participation de la Suisse aux guerres impérialistes.

Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes !